

**II<sup>e</sup> CONFERENCE INTERNATIONALE  
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)  
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de  
formation rurale pour le développement »  
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

**« QUEL ROLE POUR LE RESEAU FAR POUR L'APPUI AUX ACTEURS ? »**

*Table ronde*

Animateur de la table ronde, M Abdou GUEYE, Plate-forme d'appui au développement rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.

**Abdou Gueye.**

Nous voilà arrivé à la fin de notre conférence. Elle se termine par une dernière table ronde sur le rôle que pourrait jouer le réseau FAR pour appuyer les différents acteurs des dispositifs de formation agricole et rurale. Toutefois, en tout premier lieu, je souhaiterais poser aux participants de la table ronde la question : Quels sont ces acteurs qui peuvent mobiliser le réseau FAR et qui pourraient participer à son dynamisme ? Les organisateurs ont bien proposé que des acteurs divers soient autour de la table, mais peut-être faut-il approfondir la question : qui sont les acteurs réunis autour de cette table ?

**THONNAT Jérôme.**

Conseiller du Directeur de l'Ecole Inter-Etats des Sciences et Médecine Vétérinaires de Dakar . (EIESMV).

**COULIBALY Adama.**

Coordonnateur et chef de projet des Centres des Métiers Ruraux (CMR), animateur du réseau FAR de la Côte d'Ivoire.

**BERRANEN Hassen.**

Je suis sous directeur de la formation à la Direction de la Formation, de la Recherche et de la Vulgarisation (DFRV) du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Algérie.

**ANGO pierre Blaise.**

Je suis chef de la cellule des programmes d'enseignement et de formation au ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, mais aussi coordinateur du projet C2D qui est un projet de rénovation de la formation professionnelle agropastorale au Cameroun.

**Abdou Gueye.**

Moi-même, j'étais responsable du bureau des formations professionnelles agricoles du Sénégal. J'ai été « défenestré » il y a un an, mais j'ai continué à travailler au niveau de la plateforme de Dakar dont le rôle est d'aider à l'harmonisation des politiques agricoles.

En guise d'introduction aux débats, il est utile de rappeler quelles sont les finalités pour ce réseau ? Il a été créé à Ouagadougou avec deux finalités essentielles :

1. permettre un développement des échanges sur les politiques de formation, la production et la mutualisation de références et faire en sorte que tous les outils qui avaient été produits soient connus ;
2. arriver à faire que la formation soit considérée comme un levier du développement et que l'on ait, au Sud, un développement de l'expertise.

Le réseau a grandi depuis, il y a donc certainement des recommandations nouvelles qui pourraient être faites pour le développement du réseau, notamment sur la base des travaux des ateliers de la conférence de Tunis. Quelles recommandations feriez-vous pour le réseau ?

**THONNAT Jérôme.**

Le point de vue que je vais présenter est celui d'un établissement d'enseignement supérieur agricole d'une part et à caractère interétatique d'autre part. Il n'a pas vocation à être exhaustif et s'est fixé comme objectif de présenter quatre axes d'articulation des réflexions conduites au sein du réseau FAR avec les problématiques des établissements de ce type. Il part du constat que les établissements d'enseignement supérieur agricole peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs que s'est fixé le réseau FAR puisque les diplômés qu'ils forment seront, pour la plupart, des intervenants du développement agricole et rural et que les activités de recherche qu'ils conduisent produisent des connaissances et des méthodes pouvant apporter des solutions aux problèmes rencontrés par les producteurs.

Les quatre axes développés lors de l'intervention sont les suivants :

**1- Intégration des résultats des réflexions conduites, au sein du réseau FAR, dans les orientations des établissements d'enseignement supérieur :**

Le réseau produit des analyses en terme de méthodes, de démarches et pour une meilleure connaissance des besoins et attentes des acteurs du monde rural vis-à-vis de la formation.

Pour générer un véritable changement, la production de recommandations et de rapports techniques d'études n'est pas suffisante. Il faut réussir à les intégrer dans les politiques des établissements pour les rendre opérationnelles. Cela implique souvent des évolutions institutionnelles et pédagogiques qui, par leur importance, ne peuvent relever de simples ajustements sur l'existant. Le moment charnière de la vie d'un établissement, où ces réflexions peuvent être prises en compte, est celui de la formulation ou de la rénovation de son projet d'établissement. Les établissements sont bien souvent méthodologiquement assez démunis pour conduire cet exercice.

**Rôle possible pour le réseau FAR :**

*Continuer la production et la diffusion la plus large possible des réflexions et recommandations produites au sein du réseau, notamment en direction des établissements du supérieur ;*

*Inciter à la rénovation des projets d'établissement et apporter un appui méthodologique fort (à travers la construction d'une expertise nationale ou régionale) dans la conduite de la démarche de rénovation des projets d'établissement et pour l'intégration des recommandations produites par le réseau.*

**2- Construction de compétences minimales en ingénierie de la formation et en ingénierie pédagogique chez tous les diplômés du supérieur agricole et rural :**

Les enjeux quantitatifs (nombre de producteurs à former) et qualitatifs (complexité de la démarche, adaptation aux contextes spécifiques) pour les formations agricoles et rurales sont énormes. La réponse à ces enjeux dépasse certainement les capacités des dispositifs formels d'enseignement et de formation, même s'ils sont renforcés. Chaque intervenant dans le secteur agricole et rural, qu'il soit du secteur public ou du secteur privé, a donc un rôle important à jouer en matière de formation qualifiante des producteurs avec lesquels ou auprès desquels il travaille. Or, dans la majorité des cas, les diplômés du supérieur agricole ne sont pas préparés à ces fonctions de formateur durant leur formation initiale. Il apparaît donc souhaitable que tout établissement d'enseignement supérieur, formant des diplômés intervenant dans le secteur agricole ou rural, intègre dans ses cursus de formation initiale l'acquisition d'un bagage minimal en ingénierie de la formation professionnelle (analyse et construction des besoins en formation, conception d'actions de formation) et en ingénierie pédagogique (méthodes spécifiques à la formation d'adultes).

**Rôle possible pour le réseau FAR :**

*Formuler des recommandations fortes en direction des décideurs (Ministères chargés de l'enseignement supérieur, Ministères techniques, établissements) pour que les établissements du supérieur intègrent bien cet aspect dans leurs cursus ;*

*Constituer des pool de formateurs nationaux capables d'assurer cette formation au sein des établissements supérieurs, qui bien souvent ne disposent pas en interne des compétences nécessaires.*

### **ANGO Blaise.**

Je voudrais commencer par les problèmes que je ressens et préconiser quel type d'appui nous avons besoin. Le Cameroun a l'occasion de rénover son dispositif de formation agropastorale conçu vers les années 70 à 80 dans le cadre d'une agriculture administrée où l'Etat jouait un rôle central. L'enjeu est donc de proposer un dispositif adapté aux évolutions de l'environnement socio économique actuel marqué par l'émergence de nouveaux acteurs. Le thème de la conférence vient à point nommé et indique justement que le réseau FAR peut jouer un rôle dans cette rénovation

Cet enjeu peut être décliné en 4 sous enjeux :

1. développer une expertise locale capable d'animer le processus de rénovation. Le diagnostic des ressources humaines relève qu'une partie des cadres est assez âgée. Il y a un souci de renouvellement de cette ressource d'autant plus que les premiers cadres avaient été formés dans une logique de formation des cadres dont l'Etat avait besoin. Un appui est sollicité dans le renforcement des capacités des personnels publics et privés en charge de la conception et animation des FAR, notamment dans les domaines de l'ingénierie des dispositifs de formation, de l'ingénierie des cadres réglementaires, sur la gestion des établissements, etc.
2. impliquer les partenaires locaux dans le processus de rénovation des dispositifs de formation, leur animation et leur gestion. Cette implication suppose non seulement le changement de mentalité, mais également la capacitation des nouveaux acteurs dans leurs nouvelles fonctions
3. développer la formation comme outil de préparation à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes post primaire dans les métiers de producteurs dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche afin de relever le défi du renouvellement de la main d'œuvre agricole et rurale. Concevoir ces nouveaux parcours requiert une expertise que le réseau pourrait nous aider à mettre en place
4. développer enfin une formation des jeunes comme réponse à l'émergence des nouveaux métiers agricoles et para agricoles en amont et en aval des productions. Etudes d'opportunités et écriture de ces référentiels sont autant de chantiers nouveaux qui interpellent tous les experts incluant ceux du réseau FAR

### **BERRANEN Hassen.**

Je vais parler du réseau d'une manière générale, en situant son rôle.

Nous sommes dans une conjoncture dans laquelle les choses évoluent très vite : échanges commerciaux, changement climatique... Un dispositif de formation ne peut être opérationnel que si tous les acteurs y participent. Le réseau FAR a eu le mérite de poser la question au travers de plusieurs exemples assez différents. Le rôle du FAR est donc de renforcer les échanges et de renforcer les capacités d'expertise des membres du réseau.

Les travaux de la conférence ont montré que de très nombreux acteurs intervenaient dans la rénovation des dispositifs de formation agricole et rurale, mais malheureusement ils interviennent en ordre dispersé, et souvent sans véritable concertation entre eux.

Il faut sortir aujourd'hui du monopole de l'Etat dans l'orientation des dispositifs de formation, mais quels sont les acteurs qui doivent y jouer un rôle ? Comment analyser les stratégies des acteurs ? Comment faire pour développer le dialogue entre les acteurs ? Car les expériences ont montré qu'il y a des différences entre les acteurs voire même des divergences d'analyse, d'intérêts entre eux.

Le réseau FAR pourrait participer à faire prendre conscience aux acteurs de l'exigence d'un travail à faire ensemble. De même identifier des objectifs partagés, aussi bien à l'intérieur des pays qu'à l'international avec d'autres pays.

## **COULIBALY Adama.**

Je vais répondre un peu différemment, en posant la question : Qu'est ce j'ai reçu du réseau FAR ? Car je crois qu'il est important de le souligner et de commencer par cela.

Je me suis beaucoup enrichi d'un point de vue technique en apprenant à connaître des expériences nouvelles. J'ai aussi beaucoup appris au cours de cette conférence comme d'autres, à Ouagadougou, Cotonou, Dakar, Yaoundé... Le réseau a aussi mis à ma disposition beaucoup de documentation. Il n'est pas nécessaire de réinventer la roue quand elle existe ! Je pense aux documents qui nous ont été distribués lors de cette conférence, mais aussi à tous ceux qui existent sur le site.

Autre enrichissement, l'enrichissement relationnel et ce n'est pas la moindre des richesses que de se faire des amis dans le continent mais aussi hors du continent : au Tchad, en Guinée à Paris... Aujourd'hui, je suis en Tunisie que je ne connaissais pas. Voilà autant de choses que j'ai apprises grâce à l'existence du réseau et à ma participation à la vie du réseau.

En Côte d'Ivoire, je suis actuellement engagé dans la construction d'un réseau national que je considère comme un relais du réseau FAR. Je souhaite tirer le maximum du réseau FAR pour m'aider à développer le réseau de la Côte d'Ivoire et j'attends du réseau FAR qu'il m'appuie dans le développement de ce réseau.

J'attends aussi du réseau qu'il m'appuie dans la construction des référentiels car je suis amené à faire des formations pour des personnels et ces formations doivent répondre à un certain nombre d'exigences notamment en matière de certification pour que les gens puissent recevoir un certificat à la fin de leur formation.

## **THONNAT Jérôme.**

J'avais deux autres propositions.

### **3- Développement d'une fonction d'ingénierie de la formation professionnelle au sein des établissements supérieurs et de recherche :**

La recherche est structurée autour de disciplines scientifiques et produit des connaissances qui sont valorisées par des publications scientifiques. Les critères retenus pour évaluer les chercheurs les poussent généralement à publier leurs résultats dans des revues (rang A, anglophones) qui ne touchent que très peu les acteurs du développement. Le passage des résultats de la recherche dans l'enseignement peut se faire assez naturellement car l'enseignement supérieur est également structuré de manière disciplinaire et par le fait que se sont souvent les mêmes personnes qui assurent les activités de recherche et d'enseignement (enseignant-chercheur). En revanche le passage au développement nécessite que ces résultats puissent être métabolisés dans la construction de compétences opérationnelles au niveau des acteurs de terrain. C'est le rôle du formateur qui maîtrise les outils et les méthodes spécifiques pour cela (contrairement bien souvent aux enseignants et aux chercheurs). Il est donc nécessaire de prévoir la mise en place, au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, de cette interface entre recherche et développement. Différentes modalités peuvent être envisagées. Certaines ont été évoquées lors de la conférence : acquisition de compétences de formateur par des chercheurs (FSA Bénin), constitution d'une cellule de formateurs en appui pédagogique aux chercheurs. Cette interface doit être articulée étroitement aux centres d'appui, écoles d'application et établissements d'enseignements techniques.

#### **Rôle possible pour le réseau FAR :**

*Formuler des recommandations fortes en direction des décideurs (Ministères chargés de l'enseignement supérieur, Ministères techniques, établissements) pour que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche structure cette fonction d'ingénierie de formation professionnelle ;*

*Apporter un appui méthodologique à la mise en place de cette fonction au sein des établissements ;*

*Favoriser la structuration de réseaux établissements supérieurs – établissements techniques autour de cette interface.*

### **4- Intégration de la problématique spécifique des établissements à vocation régionale (supranationale) dans les réflexions du réseau FAR :**

Pour des raisons tout à fait pertinentes, les réflexions du réseau FAR se sont centrées, jusqu'à présent, sur la formation des producteurs en partant de la construction locale de la demande de formation pour remonter aux dispositifs nationaux de formation et leur articulation avec les politiques nationales sectorielles ou sous-sectorielles. Elles se sont donc arrêtées au niveau national.

Or dans un certain nombre de domaines (cas de l'EISMV) il est nécessaire (ou utile) d'envisager une dimension supranationale dans le dispositif (économie d'échelle, qualité du corps enseignant, nécessité d'intégration régionale). Dès lors se posent un certain nombre de questions spécifiques aux établissements supranationaux qui mériteraient analyses et réflexions. Comment, par exemple, accéder aux informations concernant les attentes de l'ensemble des utilisateurs des compétences des diplômés qu'ils forment et de quelle manière les prendre en compte pour assurer une adéquation formation – emploi optimale ? Comment gérer la diversité des contextes ultérieurs de travail des diplômés ? Jusqu'où décontextualiser la formation et comment recontextualiser les compétences au moment de l'insertion professionnelle ?

**Rôle possible pour le réseau FAR :**

*Réaliser des études et produire des analyses et recommandations sur ces questions (et sur d'autres spécifiques à ce type d'établissement) pour s'assurer que les établissements à vocation régionale s'articulent bien et de manière cohérente à la démarche conduite par le réseau FAR au niveau des pays.*

**ANGO Blaise.**

Comme je l'ai souligné tout à l'heure, nous avons besoin d'un renforcement des capacités... Mais nous avons besoin d'une mutualisation des expériences.

Deux autres types d'appui dont nous avons besoin :

- le réseau FAR, c'est aussi un certain nombre de personnes ressources qui peuvent nous aider dans la rénovation des dispositifs camerounais ; nous ouvrons un champ d'étude, d'intervention dans lequel les professionnels qui sont présents ici ont un rôle à jouer ;
- le réseau FAR peut nous aider à promouvoir une expertise locale avec des possibilités de perfectionnement notamment par la négociation des nouvelles filières en rapport avec les FAR au niveau de l'Enseignement supérieur de notre pays.

**BERRANEN Hassen.**

Je laisserai à la salle le soin d'exprimer ses demandes. Mais il faut aussi rester dans la logique du réseau. J'ai l'impression que l'on attend beaucoup, mais que l'on ne veut pas mettre nécessairement beaucoup. Le FAR c'est aussi nous, les membres. C'est ce que nous y apporterons !

Nous considérons en Algérie que nous avons du retard à rattraper et l'on souhaite être accompagné et être confrontés à d'autres expériences, dans notre démarche. Mais il nous faut passer d'une position « attentiste » à une phase de participation. Chaque pays doit soumettre un agenda au réseau, inscrire une action dans laquelle il pourrait mettre à la disposition des autres pays des actions, des connaissances, des expériences...

On devrait d'ailleurs commencer par la création de réseaux nationaux. Avant de demander quelque chose à un réseau international, il faut d'abord créer un réseau dans chacun des pays pour amener les différents acteurs de ce pays à discuter entre eux.

Pour l'Algérie, nous sommes prêts à mettre à disposition toutes nos structures pour l'accueil des acteurs, dans des établissements de vulgarisation, de recherche, de formation. Nous pouvons accueillir les autres pays africains pour des échanges, des formations, pour monter des projets... Nous sommes également très intéressés par les expériences des autres pays du réseau, du Maroc, de la Tunisie, du Cameroun. Il y a à échanger entre nous et c'est le rôle du réseau FAR.

Celui-ci pourrait peut-être fédérer des possibilités des pays membres. Le FAR ne pourrait-il pas agir au sein de ces différentes organisations pour susciter des financements ou pour développer la réflexion internationale ?

**COULIBALY Adama.**

Le réseau FAR est comme une auberge espagnole. Chacun y apporte ce qu'il peut et l'essentiel est le partage de ce que nous apportons entre tous les participants du réseau. C'est assez gênant de parler d'attentes vis-à-vis du réseau. Le réseau n'existera que si les gens et les pays apporteront quelque chose. L'image de l'auberge espagnole est intéressante à ce sujet.

La clarification des notions que nous utilisons et pour lesquelles nous n'avons pas toujours la même compréhension serait un thème commun d'étude. Il y a beaucoup de notions utilisées et tout le monde n'en a pas la même compréhension ! Il faudrait un glossaire des définitions pour améliorer notre compréhension réciproque ?

Enfin, il pourrait être intéressant d'avoir une connaissance réciproque de l'expertise internationale et savoir où elle est située.

J'ai néanmoins une doléance à l'endroit des responsables du réseau. Je voudrais demander s'il existe des textes constitutifs du réseau ? Auquel cas, j'aimerais les posséder.

**GUEYE Abdou.**

Après cinquante minutes d'échanges autour de la table, nous aimerons aussi avoir le point de vue de la salle.

**La salle**

Les quatre intervenants qui se sont ainsi prononcés, ont soulevé divers points de vue dont :

- pour un réseau fort, il faudra au préalable des dynamiques nationales importantes ; les intrants nécessaires au fonctionnement du réseau devront provenir du terrain ;
- y avait-il des textes constitutifs du réseau FAR ?
- le réseau devrait aller dans le sens du développement de l'expertise au sud par un mapping de toute l'expertise, une édition d'un lexique sur la FAR et apporter un appui aux pays sur leurs processus ;
- pour aller vers plus d'efficacité du réseau, articuler dans les pays les actions avec les objectifs du millénaire pour le développement en particulier ceux portant sur l'éducation ;
- est-il nécessaire d'ouvrir le réseau aux pays anglophones ?

**GUEYE Abdou.**

Les attentes vis-à-vis du réseau FAR sont importantes même s'il nous a déjà permis de développer nos analyses, nos échanges. Au cours de la conférence, comme au cours de cette table ronde, de très nombreuses interventions ont tourné autour des exigences de capitalisation et de mutualisation des expériences, des connaissances. Le réseau si employé mais il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Reste enfin qu'il nous faut mobiliser l'expertise existante pour participer à la rénovation de nos dispositifs de formation professionnelle et le réseau doit nous servir aussi à cela.

Je vous remercie.